

De nombreux représentants du PLR disent NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité - Crise énergie non

oboli

Voici quelques informations sur la loi du centre-gauche sur le gaspillage de l'électricité, soumise au vote populaire le 18 juin prochain. Bien que nous manquions déjà d'électricité aujourd'hui, cette loi extrême entraînera de facto l'interdiction du mazout, du gaz, du diesel et de l'essence. Le chauffage et la conduite automobile ne seront plus possibles qu'à l'électricité, ce qui signifie une augmentation massive des besoins en électricité et des coûts. Selon une étude de l'EPFZ, cette loi fera passer les coûts énergétiques de 3'000 francs aujourd'hui à 9'600 francs par personne et par an !

Lire maintenant en ligne le journal de vote sur la Loi sur le gaspillage de l'électricité



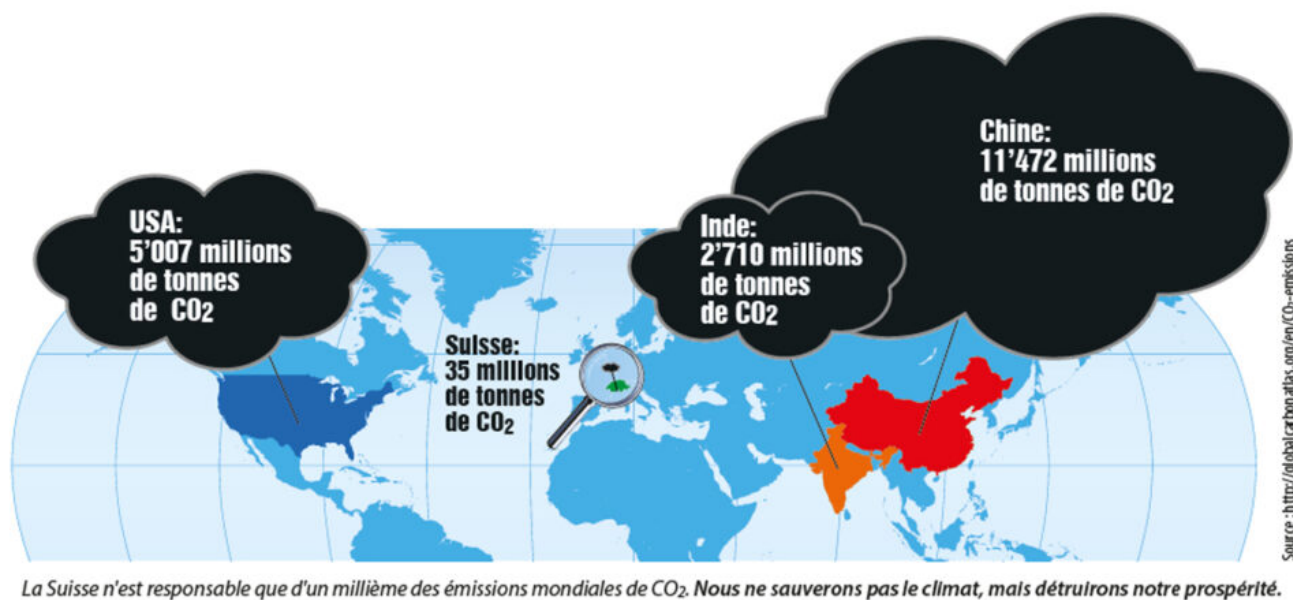
Le journal « Energie-News », paru hier, informe en détail sur la loi extrême et coûteuse sur le

gaspillage de l'électricité. [A lire en ligne](#) dès maintenant et à partager avec vos amis !

La loi sur le gaspillage de l'électricité aggrave la pénurie d'électricité

La loi sur le gaspillage de l'électricité entraînera de facto l'interdiction de l'essence, du diesel, du mazout et du gaz. Cela signifie que nous devons remplacer environ 60% des besoins énergétiques de la Suisse par de l'électricité. Pour cela, il faudrait 5000 éoliennes, 70 millions de mètres carrés d'installations solaires et 17 énormes centrales de pompage-turbinage de la taille de la Grande Dixence. C'est totalement irréaliste, affirme le conseiller national [Bruno Walliser](#), et **c'est pourquoi il faut un NON clair à ce projet utopique du centre-gauche le 18 juin.**

La Suisse n'impacte pratiquement pas le réchauffement climatique



Le comité pour le oui prétend que la loi sur le gaspillage de l'électricité protégera nos bases vitales. Il trompe ainsi l'électorat. **Le fait est que la Suisse émet autant de CO2 par an que la Chine en une journée environ.** C'est ce qu'a également souligné le conseiller national Michael Graber dans son exposé lors de la conférence de presse organisée hier par le comité interpartis contre la loi sur les énergivores. La loi sur le gaspillage de l'électricité ne sauvera pas un millimètre de glacier, mais les conséquences pour notre porte-monnaie et la sécurité énergétique seront dramatiques. C'est pourquoi nous pouvons voter NON le 18 juin !

De nombreux représentants du PLR disent NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité

Les dirigeants du PLR s'engagent en faveur de la nouvelle loi sur le gaspillage de l'électricité. Mais

une grande partie de la base du PLR rejette cette loi. Avant la prise de position, les critiques libéraux-radicaux passent à l'offensive. Le conseiller national et Christian Wasserfallen (également membre du comité interpartis contre la loi sur le gaspillage de l'électricité) parle d'un « projet de subvention inutile » et il constate que « du point de vue des libéraux-radicaux, on ne peut que rejeter cette loi ».

Sondage Tamedia : nous devons mobiliser toutes nos forces !

Selon un sondage réalisé par Tamedia et 20 Minutes, **58% des personnes interrogées sont actuellement favorables à la loi sur le gaspillage de l'électricité**. 38% y sont opposés. La base de l'UDC est clairement opposée à la loi, tandis que **les électeurs du PLR sont divisés : 45 % se prononcent contre**. Il sera décisif de pouvoir mobiliser toutes les forces pour contrer cette loi coûteuse et mensongère dans les urnes le 18 juin. Les conséquences en cas de oui seraient désastreuses : chaque personne devrait payer jusqu'à 6'600 francs de plus pour l'énergie chaque année ! De plus, de graves pénuries d'électricité menaceraient, avec des conséquences catastrophiques pour notre prospérité et notre qualité de vie.

Sponsoriser maintenant l'envoi de flyers